

## Nouvelles locales du mercredi 15 juillet 2015

@rib News, 15/07/2015 | Education - Le ministre de l'Éducation nationale prépare un autre concours national pour les collégiens qui ont raté le premier au mois de mai dernier (photo). Le porte-parole dudit ministre Juma Edouard a annoncé que les collégiens de 6<sup>ème</sup> qui n'ont pas pu participer au concours national donnant accès à l'enseignement secondaire, auront un autre examen le 6 août prochain. Ces épreuves se feront au pays mais aussi dans les camps de réfugiés situés en dehors du Burundi. Il a également précisé que l'année scolaire se clôturera le 20 août 2015 dans les établissements qui sont en retard suite aux évènements qui viennent de durer deux mois lesquels établissements viennent de rouvrir leurs portes.

- Un ancien gouverneur exige une école secondaire d'octroyer un diplôme à son épouse! L'école secondaire de technologies et de développement de Makamba a refusé l'ordre d'octroyer à Madame Eliane Nitonze un diplôme. Cette dernière est l'épouse de l'ancien gouverneur de cette province, en l'occurrence Tence Ntahiraja, qui est devenu par la suite haut cadre du Ministère de l'Intérieur. Les enseignants de l'établissement scolaire en question ont refusé d'accorder le diplôme. Ils ont indiqué que ladite personne n'avait pas effectué d'année scolaire dans leur école. | Sociétés - L'Observatoire de la Presse au Burundi (OPB) regrette le fait que deux mois viennent de se terminer après que le gouvernement ait violé le droit de la population d'être informée. Selon le président de cet observatoire, la décision de fermer les radios privées est totalement anticonstitutionnelle. Innocent Muhozi estime même que cette décision ne peut pas trouver une justification légitime et légale quelles que soient les circonstances. Il affirme cela deux mois après que les radios Bonesha FM, Isanganiro, RPA, et les radios Télévision Renaissance FM et Rema FM aient été détruites. Innocent Muhozi demande au gouvernement de respecter le droit et la liberté de la population en ce qui est de l'obtention des informations. | Politique - Fin mercredi des tractations politiques entre burundais sous l'égide du président ougandais pour résoudre la crise politique qui secoue le pays depuis plus de deux mois. Le médiateur désigné par la communauté de l'Afrique de l'Est a estimé que les travaux doivent continuer jusqu'à ce que les burundais arrivent sur un accord consensuel. A l'issue de ces travaux qui ont duré deux jours, les participants ont tous approuvé la manière dont les travaux se sont déroulés et le pas franchi. - En outre, le président de la coalition «Amizero yabarundi» estime que le plus important est que le dialogue soit amorcé. Rwasa Agathon voit que dans ce sens, les questions les plus urgentes trouvent une réponse si le dialogue est en cours et que les autres questions doivent attendre, mais dans l'espoir de trouver elles aussi des réponses consensuelles. - Selon le président de l'APRODH qui avait représenté la société civile, le médiateur n'avait pas inspiré confiance, mais à voir la manière dont il se comporte, la satisfaction ne peut pas être cachée. Pierre Claver Mbonimpa compare Museveni avec les deux autres médiateurs et estime qu'il y a un léger mieux. Il apprécie aussi le fait que le dialogue va continuer puisque dans ce sens, les autres questions vont sûrement trouver une réponse. - Le parti CNDD-FDD se dit aussi satisfait de la manière dont les travaux ont été dirigés par la médiation. Le président de ce parti estime en outre que le fait que cela se passe bien lui qui soit venu est encourageant puisqu'il connaît le Burundi, les Burundais et leurs problèmes et cela transparaissait dans ces interventions. Le député Pascal Nyabenda espère en somme que sans doute, ils vont arriver à une solution durable. - Le représentant du parti Frodebu estime lui aussi que le pas franchi est satisfaisant. L'once Ngendakumana se dit surtout satisfait du fait que le dialogue va continuer. Selon lui donc, même si le dialogue prenait deux ou trois mois, cela ne causerait pas du tout de problèmes. Selon lui, il est illogique de modifier le calendrier des activités prévues alors qu'il n'y a même pas de dialogue en cours. Il trouve ainsi que même le calendrier sera naturellement modifié consensuellement et que cela ne leur causera aucun problème. - Cela n'est pas ainsi vu par le président du parti CNDD-FDD qui trouve que le calendrier des élections va être respecté comme il est et que la Constitution devra être respectée comme les chefs d'États de la communauté de l'Afrique de l'Est l'ont demandé. - La ligue nationale se dit profondément attristée par le fait qu'une guerre peut éclater au Burundi à cause d'un durcissement de position du président Pierre Nkurunziza. Anshure Nikoyagize demande à l'État du Burundi de trouver une solution à la question qui est à la base de tous les problèmes actuels puisque le sang des burundais s'écoule vers dans ces derniers jours suite à cette question ne sera pas occupée. | Sécurité - Un détenu de l'opposition craint pour sa vie à la prison centrale de Mpimba. Un certain Ndagijimana Jimmy connu sous le sobriquet de Matoroshi craint pour sa sécurité. Ce membre du FNL pro Rwasa est détenu à la prison centrale de Mpimba depuis le 18 juin dernier après avoir été arrêté à Kayanza en provenance du Rwanda. Il a, ces derniers jours, reçu une visite des agents du service des renseignements, ce qui lui a fait douter de la suite de cette visite. De plus, ce mercredi, les autorités pénitentiaires lui ont indiqué qu'il allait être transféré à la prison de Rumonge. Soutenu par d'autres prisonniers, Matoroshi s'oppose à ce transfert qu'il juge douteux. Cette situation a créé des tensions à la prison de Mpimba. Ndagijimana Jimmy est accusé de participation à la rébellion.